

## Nouvelles locales du vendredi 19 avril 2013

@rib News, 19/04/2013 | Politique - Adoption vendredi soir par la Chambre haute du Parlement burundais du projet de loi sur la presse au Burundi. Dans un d'Ã©bat houleux, les SÃ©nateurs issus du parti au pouvoir se sont montrÃ©s hostiles au travail des journalistes. L'Ã©xemple est celui du SÃ©nateur Daniel GÃ©olase Ndabirabe qui affirme haut et fort que l'Ã©tats-intention du Gouvernement est de mater les journalistes puisqu'ils sont des politiciens. Selon lui, le fait que les journalistes ont continuÃ© Ã© plaider pour les politiciens en exil, cela montre qu'ils ont suffisamment de moyens et que l'amende devrait Ã©tre revue plutÃ´t qu'Ã© la hausse.

Opinion tout Ã© fait diffÃ©rente de la part de Domitien Ndayizeye qui trouve que les journalistes sont eux aussi des burundais et par consÃ©quent ils doivent suivre la politique puisque cette derniÃ©re concerne tout le monde. L'ancien prÃ©sident de la RÃ©publique, tout comme son prÃ©dÃ©cesseur Sylvestre Ntibantunganya, avait demandÃ© de clarifier l'Ã©tats-intention de cette loi. Selon eux, des lois contraignantes n'aident en rien le pays. Ainsi, l'amende est passÃ©e d'un minimum de 4 millions Ã© 8 millions et d'un maximum de 10 millions Ã© 8 millions. De mÃªme, le niveau d'Ã©tats-intention qui a Ã©tÃ© retenu est celui de l'UniversitÃ© et celui qui est journaliste depuis 10 ans n'aura pas besoin de retourner Ã© l'Ã©cole. MalgrÃ© ce dÃ©bat, la loi a Ã©tÃ© adoptÃ©e par 34 voix pour, un contre et 4 abstentions. Selon le prÃ©sident de l'Union Burundaise des Journalistes, il n'y a pas grand-chose que le SÃ©nat a apportÃ© Ã© ce projet de loi. Alexandre Niyungeko qui a participÃ© Ã© la sÃ©ance constate que l'objectif de ce projet de loi est de punir et mater les journalistes comme l'un de ces sÃ©nateurs l'a fait entendre. Il ne comprend pas cette attitude du moment que ceux qui veulent mettre en place cette loi ont longuement eu recours aux journalistes. Il voit qu'un mauvais texte n'est jamais appliquÃ© et demande au prÃ©sident de la RÃ©publique de ne pas Ã©tre induit en erreur et de ne pas promulguer ce texte. [Rtnb/Rpa/Bonesha/Isanganiro/RT-Renaissance]-

L'International Crisis Group voit que le projet de loi sur la presse au Burundi tel que votÃ© par l'AssemblÃ©e nationale n'est pas suffisant comment la politique du pays est organisÃ©e. Il agit tout simplement de faire un pas en avant et deux en arriÃ©re. Le reprÃ©sentant de cette association au niveau de la rÃ©gion des Grands Lacs africains dÃ©ploie le fait que ce projet de loi vient dans la pÃ©riode de prÃ©paration des Ã©lections oÃ¹ la population et les bailleurs devraient avoir besoin d'Ã©tre informÃ©s de ce qui se passe. Thierry Verculan espÃ©rait que le SÃ©nat qui est chargÃ© de faire respecter les droits et libertÃ©s n'allait pas adopter un tel texte sans amendements. [Rpa]- Caire International Burundi a organisÃ© une formation en faveur des chefs de colline de la province de Kirundo dans le but de sensibiliser sur l'Ã©radication des formes de violences faites aux femmes dans les mÃªnages de cette province ces derniers jours. Dans cet atelier, il est fait remarquer que l'ivresse, le gaspillage des biens de la communautÃ© conjugale, les concubinages, la consommation des boissons fortement alcoolisÃ©es sont les unes des causes principales des mauvais traitements infligÃ©s aux femmes qui vont mÃªme jusqu'Ã© les tuer. Il est aussi fait remarquer que certains des chefs de colline sont complices de ces actes d'autres ont des concubines. La prise de conscience doit alors primer pour essayer d'Ã©radiquer ce phÃ©nomÃ©ne.

[Rpa/Rtnb]- Les partis politiques de l'ADC-Ikibiri accusent les autoritÃ©s surtout communales dans la province de Bubanza de ne pas vouloir leur faciliter la tÃ¢che dans leurs activitÃ©s. Ils affirment que leurs membres font souvent objet d'intimidation de la part des membres du CNDD-FDD pour le contraindre Ã© adhÃ©rer au parti prÃ©sidentiel. Ils affirment Ã©galement que les propriÃ©taires de maisons ont Ã©tÃ© contraints de ne pas les louer aux autres partis politiques qui veulent y ouvrir des permanences tant communales que provinciales. Ils demandent qu'ils soient traitÃ©s de la mÃªme faÃ§on que le parti au pouvoir conformÃ©ment Ã© la loi. [Bonesha]- Le constitutionnaliste et professeur d'UniversitÃ© Pascal Rwankara constate que c'est l'Iran qui devrait demander pardon au Burundi pour avoir utilisÃ© un faux drapeau lors de la visite du prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi dans ce pays. Selon lui, s'il s'agit vraiment d'un vrai qu'il y a des autoritÃ©s burundaises qui ont aussi trempÃ© dans cette affaire, elles devraient faire objet de poursuites conformÃ©ment Ã© la loi. [Bonesha] SÃ©curitÃ©

Un commerÃ§ant a Ã©tÃ© tuÃ© ce vendredi vers 10 heures sur la colline de Nyakabingo de la commune de Bugendana, province Gitega. Originaire de la colline Mutoyi de la commune Bugendana de la province de Gitega, Cishahayo Jean Bosco se rendait Ã© Bujumbura pour s'approvisionner en marchandises et a Ã©tÃ© tuÃ© par des hommes qui Ã©taient sur moto. Ils lui aussi pris tout l'argent qu'il possÃ©dait et ont pris le large. La Police fait savoir qu'elle a commencÃ© d'enquÃªtes. [Bonesha/Rtnb/Rpa]- Une personne Ã©gÃ©e de 53 ans a Ã©tÃ© tuÃ©e par son propre fils le soir de ce jeudi sur la colline Kiringanire de la zone Cumba commune et province de Muyinga. Kavakure Emmanuel a Ã©tÃ© tuÃ© alors qu'il se trouvait dans son champ et les appels au secours de sa femme n'ont servi Ã© rien puisque FranÃ§ois Nikoyagize avait minutieusement prÃ©parÃ© son acte. Ce dernier a aussitÃ´t pris le large aprÃ©s le forfait. Il rÃ©clamait depuis quelques temps son hÃ©ritage de la part de son pÃ©re et c'est cela qui aurait causÃ© cet assassinat. [Bonesha/Rtnb] - DÃ©couverte par la

Documentation nationale de grenades, des minutions et des tenues militaires et policiÃ©res ce vendredi dans la commune urbaine de Kinama derriÃ©re une maison appartenant Ã© un ancien combattant successivement des FNL et de l'armÃ©e nationale. Selon les voisins et les membres de sa famille, Kaziri est souvent accusÃ© d'appartenir Ã© d'Ã©tats-intention des bandes armÃ©es et avait mÃªme Ã©tÃ© incarcÃ©rÃ© Ã© Mpimba avant d'Ã©tre acquittÃ©. Ils trouvent cette dÃ©couverte Ã©tats-intention un montage qui visait Ã© l'incarcÃ©rer encore une fois puisqu'il a refusÃ© de collaborer avec quelques agents de sÃ©crets. En outre, ils ne comprennent pas pourquoi le sachet qui servait d'emballage de ces effets retrouvÃ©s n'Ã©tait mouillÃ© ou n'Ã©tait pas couvert de boue alors que la pluie avait suffisamment arrosÃ© les lieux durant presque toute la nuit. Ils demandent de le laisser tranquille puisqu'il ne collabore avec aucun malfaiteur. Signalons que ce Kaziri n'a pas Ã©tÃ© Ã©tats-intention par la Police prÃ©sidentielle parce qu'il avait pris le large. [Rpa] | Gouvernance Selon le porte-parole du CNDD-FDD (opposition), le rapport de l'inspection communale sur les finances de la commune de Mugina de la province de Cibitoke devrait inspirer l'action de la Cour anti-corruption pour apprÃ©hender l'administrateur communal Rose Ndihomeye. En outre, selon FranÃ§ois Bizimana, le ministre de l'IntÃ©rieur ne devrait pas prendre la dÃ©cision de la rÃ©habiliter dans ses fonctions alors que le rapport la charge du dÃ©tournement de fonds publics. Il demande au Gouverneur de la province de Cibitoke de lire l'article 101 de la Constitution de la RÃ©publique du Burundi et de prendre le courage de suspendre l'administrateur communal rÃ©habilitÃ© par le ministre de l'IntÃ©rieur. [Rpa]- Les conducteurs des vÃ©hicules de l'Etat qui vont Ã©tre f

la politique du charroi zéro sont inquiets quant à leur sort du moment où ils avaient des contrats avec le Gouvernement. Ils trouvent que leurs chefs ont pris des stratégies pour qu'ils ne soient pas personnellement touchés par cette politique, sans se soucier du sort des conducteurs de ces véhicules. Ils demandent au Gouvernement de clarifier leur sort puisqu'ils ont des familles à prendre en charge. La ministre de la Fonction publique demande à ses chauffeurs de venir lui dire leurs problèmes et celui qui ne le veut pas, qu'il aille porter plainte à la Cour administrative. [Rpa] Droit de l'Homme - La Police de protection civile fait de plus en plus la traque des femmes qui vendent des fruits sur les routes qui mènent au marché central de Gitega. Ces dernières ont fait ce jeudi un sit-in devant les bureaux du Gouverneur de province pour réclamer la sécurité dans leur travail quotidien. La Police de protection civile ne fournit pas d'explication particulière à cette chasse. Selon le conseiller principal du Gouverneur, ces femmes doivent composer un comité de dialogue avec les autorités provinciales pour résoudre la question. [Rtnb/Rpa]- Un enfant de 13 ans a été blessé par un tenant de moulin au chef-lieu de la province de Bubanza le soir de ce jeudi. Depuis lors, il n'a pas été soigné puisque partout où son oncle l'amène, une caution lui est exigée alors qu'il affirme ne pas avoir de l'argent. Tous les hôpitaux ont refusé d'accueillir cet enfant dont le bras commence à pourrir par manque de soins. Celui qui l'a blessé a été arrêté mais, le propriétaire du moulin reste introuvable. [Isanganiro] Economie - L'Office Burundais de Recette fait savoir qu'il a collecté plus de 140 milliards de francs burundais lors de ces trois premiers mois de l'année 2013. Selon le commissaire chargé de la documentation et de la gestion des risques au sein de l'OBR, il y a eu un manque de plus de 5 milliards en comparaison avec les trois premiers mois de l'année 2012. Gaudance Ndayizeye trouve que cela a été dû à l'incendie du marché central de Bujumbura, la dévaluation de la monnaie burundaise ainsi que la nouvelle loi sur le mir professionnel sur les revenus. Il estime que la façon dont l'OBR avait prévu de collecter l'IPR n'est pas celle d'usage le Gouvernement. Il ajoute que des consultations vont avoir lieu pour clarifier la situation et harmoniser les points de vue. [Bonesha/Rtnb/Rpa]- Des experts de l'ONU viennent de publier un rapport sur la privatisation de la filière café au Burundi. Selon ce rapport, la filière comprend des zones d'ombres qui sont le fait de certaines personnes qui veulent exploiter les caféiculteurs. Ils font savoir que le café burundais est vendu sans se soucier de l'intérêt des caféiculteurs auxquels des prix sont imposés sans qu'ils puissent dire un mot. Ils constatent aussi que la privatisation des stations de lavage cache des réalités. Ils demandent aux intervenants dans cette matière de tout faire dans l'intérêt des caféiculteurs qui sont à la base de la production enregistrée. Santé - Le personnel du ministère de la santé et de lutte contre le SIDA réuni au sein des syndicats SYNAPA et SNTS affirment qu'ils sont satisfaits du pas franchi par la commission qui a analysé leurs revendications. Selon le président du SYNAPA, ils vont reprendre le travail ce lundi, mais le Gouvernement devra sortir une ordonnance faisant état des négociations et un acte d'engagement au plus tard ce lundi. Marcel Hakizimana ajoute que si rien n'est fait, une autre grève devra être déclenchée par les organes dirigeants de ces syndicats qui tiendront une réunion ce lundi. [Rtnb/Rpa/Bonesha/Isanganiro/RT-Renaissance]